

# LONDA

DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION EN AFRIQUE RAPPORT

GAMBIE



# LONDA

**Rapport 2022 sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique**

Publié par Paradigm Initiative  
374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria  
Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)  
[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Publié en avril 2023

Rapport produit par Paradigm Initiative  
Conception et mise en page par Kenneth Oyeniyi

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme à condition que les éditeurs en soient dûment crédités et que le travail soit présenté sans aucune distorsion.

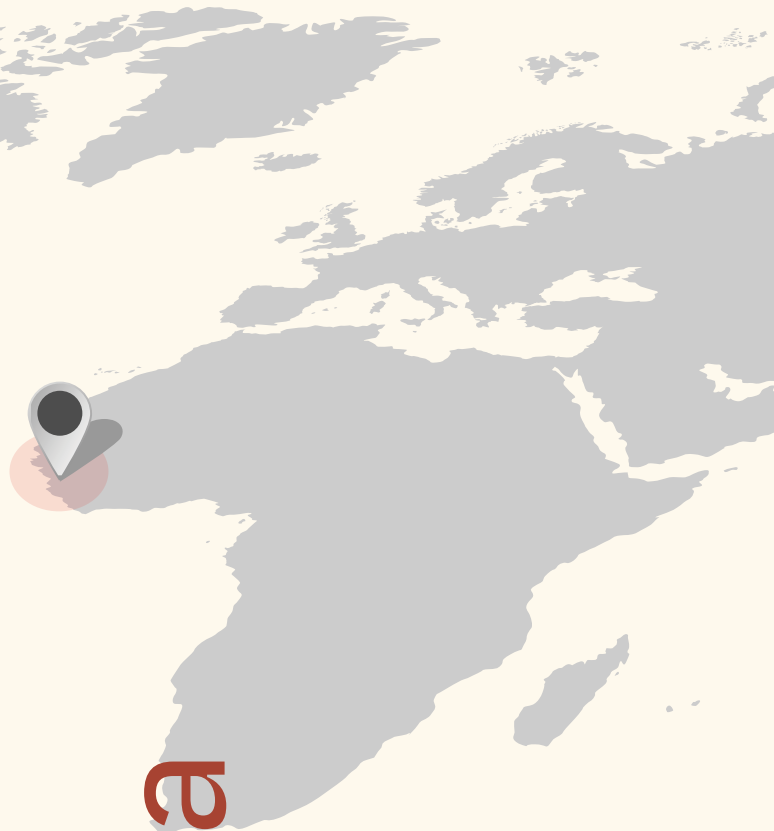
Copyright © 2023 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

ISBN: ISBN: 978-978-797-8980-8

# The Gambia



## ► Résumé exécutif

Ce rapport est préparé pour présenter les résultats détaillés des progrès de la Gambie sur l'état des droits et de l'inclusion numérique. Avec plusieurs initiatives lancées dans la lutte pour l'inclusion numérique, les contributions du gouvernement et des parties prenantes sont enregistrées pour mettre en lumière les développements réalisés dans le secteur de l'information, de la communication et des technologies (TIC). Une intégration notable réalisée à travers les secteurs comprend l'introduction des certificats numériques Covid-19 et la mise en œuvre du certificat de naissance de masse numérisé, et l'enregistrement de l'assurance maladie nationale, par le ministère de la Santé en partenariat avec le ministère de la Communication et de l'économie numérique. Une autre étape importante franchie par le ministère de la communication et de l'économie numérique est la mise en œuvre du système d'adressage numérique à l'aide des codes Google dans la capitale Banjul et dans les principales villes des zones urbaines, comme la zone du conseil municipal de Kanifing (KMC), afin de stimuler les services postaux et le commerce électronique.

Le défi de la Gambie aujourd'hui est de faire baisser le coût des données mobiles, le coût actuel d'un Go de données mobiles étant de 5 \$. La réduction des prix dans ce domaine contribuera à obtenir une connectivité abordable et significative pour tous en Gambie, où la couverture vocale mobile est de 99 %. L'arrivée d'un deuxième câble sous-marin, dans le cadre du projet d'intégration numérique de l'Afrique de l'Ouest financé par la Banque mondiale, permettra de relever le défi de l'accessibilité financière qui touche actuellement la plupart des Gambiens. La politique du Fonds d'accès universel en place doit s'attaquer à la connectivité rurale pour la majorité des Gambiens vivant dans les zones rurales. La loi sur la communication de l'information de 2009, en cours de révision, doit être achevée à temps pour que les Gambiens aient le sentiment qu'il n'existe aucune loi draconienne susceptible d'entraver la liberté d'expression, de promouvoir l'ouverture et, surtout, que les citoyens puissent utiliser l'internet en toute sécurité.



## Introduction

Après des décennies de stagnation numérique qui ont entravé les progrès de la numérisation en Gambie, la voie de la reprise et de la subsistance démocratique a été mise en œuvre lors des élections présidentielles de décembre 2016. En 2018, deux ans après l'inauguration du gouvernement de coalition, la mise en place du Plan de développement national (NDP) 2018-2021 a été promulguée au Parlement dans le but de «délivrer une bonne gouvernance et une responsabilité, une cohésion sociale et une réconciliation, ainsi qu'une économie revitalisée et transformée pour le bien-être de tous les Gambiens.» Le NDP décrit huit domaines stratégiques prioritaires complétés par les sept catalyseurs transversaux dans lesquels les TIC jouent un rôle de catalyseur du développement.<sup>1</sup>

Le plan de développement national (NDP) 2018-2021 a été créé dans le but d'assurer la bonne gouvernance et la responsabilité, la cohésion sociale et la réconciliation nationale, ainsi qu'une économie gambienne revitalisée et transformée pour le bien-être de tous les Gambiens. Le NDP de la Gambie se compose de huit domaines prioritaires stratégiques et de sept catalyseurs critiques dans lesquels les technologies de l'information et de la communication ont été répertoriées comme le sixième catalyseur critique pour le développement national.<sup>2</sup> Le plan de développement national axé sur le redressement (RF-NDP), qui est la suite du PND 2018-2021 actuellement en cours de formulation, considère toujours les TIC comme un catalyseur essentiel - «Faire de la Gambie une nation numérique et créer une société de l'information moderne» - pour le développement, la croissance et la durabilité de la nation. La numérisation étant l'un des piliers du plan de développement national, il va sans dire que l'objectif d'accélérer le développement économique grâce aux TIC est un pas dans la bonne direction. Dans le but de réaliser le programme de transformation numérique proposé, le gouvernement de la Gambie a récemment découpé le ministère de l'infrastructure de l'information et de la communication en deux ministères de tutelle : le ministère des services de l'information et le ministère de la communication et de l'économie numérique. Pour la première fois dans l'histoire de la Gambie, un professionnel des TIC est nommé ministre de la communication et de l'économie numérique, un professionnel qui est revenu des États-Unis et a renoncé à sa citoyenneté américaine pour occuper ce poste.

L'objectif du plan de développement national axé sur la relance (RF-NDP) est de faire de la numérisation un catalyseur pour accélérer la croissance économique, améliorer l'efficacité des secteurs public et privé et renforcer la compétitivité dans tous les secteurs de l'économie.<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Plan de développement national de la Gambie (consulté le 27th octobre 2022), de (( <https://mofea.gm/ndp> )

<sup>2</sup> Plan de développement national 2018-2021 <https://mofea.gm/ndp>

<sup>3</sup> Déclaration de politique générale de S.E. M. Ousman A Bah, ministre de la communication et de l'économie numérique, Gambie, (consulté le 27th octobre 2022) sur ([https://pp22.itu.int/en/itu\\_policy\\_statements/ousman-a-bah-gambia/](https://pp22.itu.int/en/itu_policy_statements/ousman-a-bah-gambia/) )

# Analyse par Pays

Depuis l'aube de sa nouvelle démocratie, où la liberté d'expression est la marque de fabrique de l'administration du président Adama Barrow qui a prêté serment le 19 janvier 2017, la Gambie a réalisé des avancées significatives. Avec la liberté d'expression, la participation des citoyens en ligne et hors ligne a considérablement augmenté, car plusieurs questions relatives à l'État et au pays ont été critiquées ouvertement en ligne. Le taux de pénétration d'Internet s'élève à 51 % en janvier 2022, soit une amélioration de 27,3 % par rapport au dernier rapport de janvier 2021.<sup>4</sup> Ce résultat peut être attribué en grande partie à l'initiative nationale à large bande lancée par la Gambia Telecommunication company (GAMTEL) en partenariat avec Huawei, en 2019, pour améliorer la vitesse et l'accès à Internet dans tout le pays.

La Gambie a l'un des taux de pénétration de la téléphonie mobile les plus élevés d'Afrique. Bien que Gamtel soit détenu par le gouvernement, il n'y a pas eu de restrictions d'Internet sur les droits numériques lancés par le gouvernement actuel. L'un des principaux défis auxquels la Gambie est encore confrontée est l'utilisation de la Constitution de 1997. Bien que des efforts aient été faits pour introduire et ratifier la Constitution de 1997, le projet modifié a été rejeté par le Parlement en 2021 et, par conséquent, le projet de Constitution n'a pas été soumis à référendum. À cet égard : «le gouvernement actuel n'a pas tenu sa promesse de présenter une nouvelle constitution».<sup>5</sup>

De nombreuses avancées ont été réalisées depuis la création de la Commission nationale des droits de l'homme de la Gambie<sup>6</sup>, notamment le suivi de la mise en œuvre de la Commission vérité, réconciliation et réparation (TRRC) et les informations spécifiques sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en Gambie.<sup>7</sup> Le pays est en train de réviser sa loi sur la communication de l'information de 2009 afin de

l'aligner sur les meilleures pratiques en matière de droits numériques et de respect de la vie privée. En marge du 17e Forum des Nations unies sur la gouvernance de l'internet, qui s'est tenu à Addis-Abeba en novembre 2022, le nouveau ministre de la communication et de l'économie numérique, l'honorable Ousman Bah, a signé la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo).<sup>8</sup>

Un certain nombre d'initiatives, dont un deuxième câble sous-marin, la mise en œuvre d'une carte d'identité numérique nationale, l'harmonisation de la passerelle de paiement nationale, ainsi qu'un portail et un centre de données d'administration électronique fonctionnels, devraient être lancés en 2023.

## DÉVELOPPEMENT ET INFRASTRUCTURE DES TIC

En juin 2022, après le découplage du ministère des infrastructures de l'information et des communications en deux ministères distincts, celui des services d'information et celui des communications et de l'économie numérique, le président de la République de Gambie a nommé M. Ousman Bah au poste de ministre des communications et de l'économie numérique.<sup>9</sup> Ce développement a été célébré par le secteur des TIC comme une étape importante avec la nomination d'un ministre ayant des qualifications en phase avec le secteur des TIC de la Gambie. Ce développement récent intervient à un moment où le gouvernement gambien a identifié les TIC comme un secteur prioritaire dans le plan de développement national axé sur la relance (RF-NDA) actuellement en cours de formulation.<sup>10</sup> Le ministère des communications et de l'économie numérique, sous la supervision de son ministre de tutelle, a entrepris plusieurs changements structurels dans les domaines suivants :

<sup>4</sup> <https://freedomhouse.org/country/gambia/freedom-net/2022> .

<sup>5</sup> La Commission de révision constitutionnelle (CRC), Projet de Constitution <https://crc220.org/>

<sup>6</sup> Plan stratégique de la Commission nationale des droits de l'homme <https://www.gm-nhrc.org>

<sup>7</sup> Information spécifique au pays sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en Gambie, (Rapport CEDAW) septembre 2022 <https://www.gm-nhrc.org/reports>

<sup>8</sup> Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et les données personnelles <https://au.int/sites/default/files/treaties/29560-sl-AFRICAN%20UNION%20CONVENTION%20ON%20CYBER%20SECURITY%20AND%20PERSONAL%20DATA%20PROTECTION.pdf>

<sup>9</sup> Bureau du président de la République de Gambie : President Adama Barrow Appoints New Minister of Communications and Digital Economy, 24th June 2022, (Accessed 28th October 2022), from (<https://www.op.gov.gm/index.php/president-barrow-appoints-new-minister-communication-digital-economy> ).

<sup>10</sup> Informations sur le plan de développement national recadré [https://pp22.itu.int/en/itu\\_policy\\_statements/ousman-a-bah-gambia/](https://pp22.itu.int/en/itu_policy_statements/ousman-a-bah-gambia/)

<sup>11</sup> Déclaration de politique générale de S.E. Ousman A. Bah, ministre des communications et de l'économie numérique, (consulté le 28th octobre 2022), à partir de ([https://pp22.itu.int/en/itu\\_policy\\_statements/ousman-a-bah-gambia/](https://pp22.itu.int/en/itu_policy_statements/ousman-a-bah-gambia/) ).

- La révision de la loi sur les technologies de l'information et de la communication afin d'introduire des réformes majeures dans le cadre juridique et réglementaire pour mieux prendre en compte les technologies innovantes et émergentes ;
- Obtenir un deuxième câble sous-marin de secours pour soutenir le câble ACE existant ;
- Développement d'un plan directeur pour l'économie numérique actuellement soutenu par l'Union européenne (UE) ;
- Développement de systèmes et de plates-formes d'administration en ligne ;
- Introduction de systèmes d'identification nationaux ;
- Amélioration des systèmes et des passerelles de paiement numérique ;
- Mise en œuvre d'un solide programme d'alphabétisation numérique pour développer et renforcer les compétences numériques ;
- Création d'un centre national de données de niveau 3.11

Le secteur des TIC contribue actuellement à hauteur de 3,7 % au PIB du pays. Le taux de pénétration d'internet au début de 2022 reste à 51,0%. Les utilisateurs d'internet ont augmenté de 2,9 % entre 2021 et 2022. Parmi les autres évolutions notables du secteur des TIC, on peut citer l'augmentation des plateformes de commerce électronique telles que dex, Chopser, NaGaaw, 1Bena, eZone, etc., et des start-ups numériques comme Assutech, HighTech TV show, Innovate Gambia, ANG Capital, Baybull Soft, Outboost Media et Analytics. Les hubs du secteur contribuent également au développement des start-ups et de l'entrepreneuriat ; il s'agit notamment de Jokkolabs Banjul, Start-Up Incubator, Disruptive Lab, The Hub et The Gambia Tech Project, ainsi que de projets financés par l'UE et l'ITC, comme le Youth Empowerment Project (YEP). Ils ont tous contribué à l'incubation, au mentorat, à l'accélération et à la mise à l'échelle, facilitant ainsi la croissance et la durabilité de l'écosystème technologique et de l'écosystème des start-ups et de l'entrepreneuriat.

Les principales parties prenantes pionnières de l'écosystème technologique, l'Association des technologies de l'information de Gambie (ITAG), l'International Trade Center (ITC), le Youth Empowerment Project (YEP) et Accelerator Labs,

ont organisé la deuxième édition de l'exposition technologique en septembre 2022. L'événement a rassemblé des parties prenantes, des décideurs, des acteurs et des joueurs des secteurs public et privé de l'écosystème technologique gambien à travers une approche collaborative axée sur la



communauté, afin de créer une plateforme de collaboration, de discussion et d'inclusion pour les individus, les entrepreneurs, les start-ups et les institutions. Dans le cadre du programme d'activités, la première cérémonie de remise des prix TIC a eu lieu en reconnaissance des services exceptionnels rendus par des organisations et des individus.<sup>12</sup> Parmi les lauréats, citons le ministère de la santé, qui a reçu le prix du produit TIC innovant de l'année pour l'introduction des certificats QR COVID-19, Insist Global Limited en tant qu'employeur TIC de l'année pour sa contribution à l'émancipation des jeunes par le biais de son programme de stages, et InnovaX Global Health en tant que fournisseur de solutions TIC de l'année pour son adaptation des services numériques aux soins de santé. L'adoption du projet de loi sur le régime national d'assurance maladie en 2021 par l'Assemblée nationale sous la direction du ministre de la Santé, Amadou Samatha, a été adoptée pour réduire les dépenses de santé à la charge des familles et des communautés.<sup>13</sup> Le processus de mise en œuvre a commencé en

<sup>12</sup> ITAG ICT Expo 2022, 1st septembre 2022, (consulté le 28th octobre 2022), de (<https://itag.gm/ict-expo-2022/>).

<sup>13</sup> National Health Insurance Scheme (NHIS) Bill 2021, (consulté le 28th octobre 2022), de (<https://www.moh.gov.gm/national-health-insurance-scheme-nhis-bill-2021-has-been-passed-by-the-national-assembly/>).

février 2022 dans les zones administratives de Banjul, Kanifing et Brikama avec l'enregistrement massif des naissances et l'inscription à l'assurance maladie.

L'intégration de l'Edtech et de l'Agtech dans l'éducation et l'agriculture, en particulier dans les zones rurales de Gambie, est une autre étape importante du développement socio-économique. Le lancement de l'application Marble développée par Assutech a été adopté et utilisé lors des élections présidentielles du 4 décembre pour prédire les résultats des élections et fournir un suivi et une évaluation au public tout au long du processus de vote et de dépouillement de l'élection présidentielle.<sup>14</sup>

Gamtel est une société de télécommunications appartenant au gouvernement de la Gambie qui a développé une dorsale nationale en fibre optique pour fournir un accès au dernier kilomètre aux consommateurs. Cependant, «même avec ce développement, la couverture Internet reste un problème pour la Gambie rurale en termes d'accès, de disponibilité et de fiabilité». Les opérateurs actuels de FAI en Gambie sont Africell, COMIUM, DK TELECOM, INET, GAMTEL, QCELL et UNIQUE SOLUTIONS.<sup>15</sup>

En octobre 2022, la commission de l'éducation et des TIC de l'Assemblée nationale a rencontré la direction de l'Autorité de régulation des services publics (PURA) pour discuter de questions relatives à l'efficacité de la réglementation, à l'assurance des licences et à ses processus, à la collecte des droits d'utilisation du spectre, au tarif du secteur des télécommunications, à la pénétration de la couverture du réseau, en particulier dans le CRR, à la fiabilité des câbles à fibres optiques et à la colocalisation des antennes et des tours. Cette visite a été effectuée pour comprendre les opérations de régulation de PURA dans le contexte des préoccupations et des plaintes croissantes des consommateurs pour la révision de la loi PURA de 2001.<sup>16</sup>

## LIBERTÉ DE L'INTERNET

La cyberintimidation est en hausse dans le pays

depuis le début de la pandémie. Il n'existe pas de législation sur la cyberintimidation en Gambie.

## ACCÈS À L'INTERNET

Plusieurs zones rurales ne sont pas connectées, le taux de pénétration de l'internet est toujours de 51 %. La mise en œuvre du Fonds d'accès universel approuvé doit être renforcée. Des réseaux communautaires devraient être mis en place pour soutenir l'accès à Internet et l'infrastructure Internet dans les zones rurales de Gambie.

Le gouvernement devrait accélérer et renforcer l'établissement de centres d'information et d'innovation dans les zones rurales de la Gambie, afin de promouvoir l'inclusion numérique pour le développement socio-économique au niveau de la base, ainsi que soutenir les centres comme Jokkolabs Banjul, Start-Up Incubator, Gambia Tech Project Global Meet-Up Project financé par le PNUD Accelerator Lab, et d'autres ONG qui travaillent à accélérer l'inclusion numérique dans les zones rurales de la Gambie.

## PERTURBATIONS DE L'INTERNET

Il y a eu environ six interruptions de l'internet dans le pays entre 2021 et 2022. Ces interruptions ont été causées par la coupure des câbles à large bande par des projets de construction de routes, par des interruptions dues aux coups de soleil affectant les câbles sous-marins lorsque des navires les frôlent, et par l'absence de câbles sous-marins de secours pour réduire la dépendance vis-à-vis du câble sous-marin ACE. Le gouvernement travaille à l'obtention d'un deuxième câble sous-marin pour renforcer l'accès à Internet et la pénétration de la connectivité en créant une autre passerelle Internet pour le pays. Cela devrait se faire par le biais du projet d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest financé par la Banque mondiale.<sup>17</sup>

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LIBERTÉ DES MÉDIAS

En décembre 2022, le gouvernement de la Gambie a publié une déclaration faisant état d'un prétendu coup d'État fomenté par des soldats des forces

<sup>14</sup> Marble Election App 2021 par Assutech, (consulté le 28th octobre 2022), de (<https://www.assutech.gm/>).

<sup>15</sup> Autorité de régulation des services publics de la Gambie : Internet Service Providers (ISP) Overview, (consulté le 28th octobre 2022), à partir de (<https://pura.gm/ict/sub-sectors/internet-service-providers/>).

<sup>16</sup> National Assembly Select Committee on ICT Consult PURA to Better Understand Regulatory Issues, 11th October 2022, (Accessed 28th October 2022), from (<https://pura.gm/national-assembly-select-committee-on-ict-consults-with-pura-to-better-understand-regulation-issues/>).

<sup>17</sup> Projet régional d'intégration numérique en Afrique de l'Ouest <https://ppiaf.org/activity/afrika-west-afrika-regional-digital-integration-project>

<sup>18</sup> Communiqué de presse du prétendu coup d'État de décembre 2022 en Gambie <https://gainako.com/the-gambia-and-ecowas-condemn-december-2022-alleged-coup-attempt/>

<sup>19</sup> Arrestation de Momodou Sabally <https://foroyaa.net/police-arrest-momodou-sabally/>

armées gambiennes.<sup>18</sup> Cependant, les détails du coup d'État sont toujours remis en question par de nombreux citoyens en raison de l'arrestation de fonctionnaires de rang inférieur qui ont d'abord été présentés au public comme les auteurs du coup d'État. Au cours du même mois, le directeur de campagne du Parti démocratique uni, M. Momodou Sabally, a été arrêté pour avoir diffusé une vidéo tiktok indiquant que le président Adama Barrow serait démis de ses fonctions avant les prochaines élections locales.<sup>19</sup> Cependant, certaines personnes estiment que l'arrestation de Momodou Sabally constitue une violation de ses droits humains. En réponse à l'indignation du public, le département de la police a publié une déclaration selon laquelle Momodou Sabally a été convoqué au poste pour être interrogé.



Cependant, l'article 207 de la Constitution de la Gambie, relatif à la liberté et aux responsabilités des médias, stipule clairement que «la presse et les autres moyens d'information sont libres, à tout

moment, de défendre les principes, les dispositions et les objectifs de la présente Constitution, ainsi que la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes du gouvernement au peuple gambien». <sup>20</sup> La liberté d'expression de la presse et de toute personne en général est ainsi garantie. Le 23 décembre 2022, le juge qui présidait l'affaire a approuvé la demande de l'État de prolonger la détention de Momodou Sabally jusqu'au 5 janvier 2023, en raison de la période des fêtes et des vacances.<sup>21</sup>

## VIE PRIVÉE ET SURVEILLANCE

Le gouvernement de la Gambie a créé une stratégie de protection de la vie privée et des données qui n'a pas encore été approuvée. Cette stratégie fait partie de la loi sur l'information et la communication de 2009, actuellement en cours de révision.<sup>22</sup>

## IDENTITÉS NUMÉRIQUES.

Les permis de conduire délivrés par les forces de police gambiennes comportent un code de réponse rapide (QR) qui permet d'accéder à la propriété du véhicule en scannant le code et d'obtenir tous les détails sur le propriétaire du véhicule. Cependant, il n'y a pas de cryptage pour la protection, ce qui permet de violer la protection des données personnelles. Les nouvelles cartes d'identité biométriques émises par le département de l'immigration comportent des puces électroniques, mais elles n'ont pas encore été numérisées pour être lisibles par machine. <sup>23</sup>

## GOVERNANCE DES DONNÉES

Il n'y a actuellement aucune politique ni loi sur la protection des données en vigueur en Gambie. Toutefois, un projet est en cours d'élaboration et sera mis en œuvre dans le cadre du projet d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest financé par la Banque mondiale, dans lequel la gouvernance des données sera intégrée. Le ministère de la communication et de l'économie numérique travaille également avec l'Union européenne pour accélérer la réalisation de ses objectifs en matière d'économie numérique. Le Gambia Bureau of Statistics (GBOS) regroupe toutes les informations sur les données statistiques du pays. Les informations sont disponibles pour le public sur leur site web.<sup>24</sup>

Le 2 décembre 2022, lors du 17e Forum annuel sur la gouvernance de l'Internet qui s'est tenu à

<sup>20</sup> Constitution de la République de Gambie mettant en avant la liberté des médias <http://hrlibrary.umn.edu/research/gambia-constitution.pdf>

<sup>21</sup> Le juge prolonge la détention de Momodou Sabally <https://foroyaa.net/judge-extends-saballys-detention-till-january/>

<sup>22</sup> Dispositions relatives à la protection des données <https://www.dataguidance.com/jurisdiction/gambia>

<sup>23</sup> Le département de l'immigration de la Gambie émet de nouvelles cartes d'identité biométriques <https://thepoint.gm/afrika/gambia/article/gid-announces-new-scheme-for-id-residential-cards>

<sup>24</sup> Site Web du Bureau des statistiques de la Gambie (GBoS), (consulté le 28th octobre 2022), à partir de (<https://www.gbosdata.org/downloads/census-2013-8>).



Addis-Abeba, l'honorable ministre Ousman Bah a signé et ratifié la Convention de Malebo, ajoutant ainsi la Gambie à la liste des pays qui ont signé la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.

La loi de 2019 sur l'Agence gambienne des technologies de l'information et des communications vise à faire progresser la politique de protection des données, qui comprend des dispositions sur la collecte et l'évaluation des données. Cela permettra d'élaborer une législation complète sur la protection des données à l'avenir. Cependant, la Gambie n'a pas encore mis en place l'autorité qui émet les directives de protection des données.<sup>25</sup>

### FONDS POUR LE SERVICE UNIVERSEL

Le ministère de la communication et de l'économie numérique, en partenariat avec l'Alliance for Affordable Internet, a signé un accord en juin 2022 pour travailler avec les parties prenantes du secteur des TIC afin de revoir la politique de service universel. Ce partenariat soutiendra l'établissement d'une connectivité significative et abordable, en particulier pour les communautés rurales de la Gambie.<sup>26</sup> Cependant, même si l'accord a été signé, la mise en œuvre n'a pas encore commencé et le projet est toujours sous la responsabilité du ministère des Finances.

### DÉVELOPPEMENT DES TIC ET DES TECHNOLOGIES ÉMERGENTES

Le projet de loi sur l'accès à l'information a été approuvé en juillet 2021. Le ministère de la communication et de l'économie numérique travaille à la synchronisation de tous les canaux de communication du gouvernement. Le découplage du ministère de l'information, de la communication et de l'infrastructure en deux ministères de tutelle, le ministère de l'information et le ministère de la communication et de l'économie numérique, s'inscrit dans le cadre du plan de développement national, dans lequel la mise en place d'une économie numérique est un domaine d'action essentiel du gouvernement.

Dans le plan national de développement (2018-

2021), l'un des principaux domaines d'action est la création d'une économie numérique, qui a été intégrée à la version 2 du plan national de développement recadré. Sous la direction de M. Ousman Bah, le ministère de la Communication



et de l'Économie numérique a commencé la mise en œuvre de plusieurs projets majeurs tels que l'introduction de systèmes d'identification nationaux, l'amélioration des systèmes et des passerelles de paiement numérique, l'élaboration d'un plan directeur pour l'économie numérique soutenu par l'Union européenne, le développement de systèmes et de plateformes d'administration en ligne.<sup>27</sup>

En août 2022, le ministère de la Santé a commencé à numériser le certificat de naissance de masse et le programme national d'assurance maladie dans tout le pays afin de faciliter la transition numérique des données des citoyens vers le système de données de l'état civil (CVRS).<sup>28</sup> Les documents suivants ont

<sup>25</sup> Principaux actes, directives, projets de loi et lignes directrices, Gambie Aperçu de la protection des données <https://www.dataguidance.com/notes/gambia-data-protection-overview>

<sup>26</sup> A4AI et la Gambie signent un protocole d'accord pour faire progresser l'accès universel <https://a4ai.org/news/a4ai-and-the-gambia-sign-a-memorandum-of-understanding-to-advance-universal-access/>

<sup>27</sup> Déclaration politique d'Ousman Bah, ministre de la communication et de l'économie numérique [https://pp22.itu.int/en/itu\\_policy\\_statements/ousman-a-bah-gambia/](https://pp22.itu.int/en/itu_policy_statements/ousman-a-bah-gambia/)

<sup>28</sup> Naissance numérique et régime d'assurance maladie en Gambie <https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/gambia-roll-outs-first-ever-digital-birth-health-insurance-schemes>

été demandés aux citoyens par le ministère de la santé dans le cadre du programme de numérisation du certificat de naissance et de l'assurance maladie : certificat de naissance, passeport, carte d'identité nationale, permis de conduire, carte d'aide sociale aux enfants, attestation Alkalo ou permis de séjour.<sup>29</sup> La phase de mise en œuvre a commencé par l'enregistrement des citoyens de Banjul, Kanifing et Brikama Local Government Areas respectivement.

## DÉVELOPPEMENT D'UNE INFRASTRUCTURE TIC À LARGE BANDE AVANCÉE

Le gouvernement de la Gambie, par le biais de son réseau national à large bande (NBN), a mis en place un accès à large bande par l'intermédiaire de la Gambia Telecommunications Company Limited (Gamtel) et du projet Huawei, lancé en 2020. La nouvelle politique nationale en matière de large bande prévoit que la Gambie dispose d'une solution de rechange au câble ACE d'ici à la fin de 2021 et qu'au moins 75 % des foyers bénéficient d'un accès abordable à une connexion Internet à haut débit d'ici à 2022.

*Les objectifs primordiaux de la politique ICT4D sont les suivants :*

- Développer une économie fondée sur le développement et le déploiement d'infrastructures et de services nationaux d'information et de communication avancés et fiables.
- Faciliter le développement et la transformation de l'économie gambienne en une économie dans laquelle la fourniture et la livraison de biens et de services des secteurs clés de l'économie sont dans une large mesure facilitées par les technologies de l'information et des communications.
- Promouvoir le développement d'une économie dans laquelle une proportion raisonnablement importante de la population a accès aux produits et services des technologies de l'information et des communications.

*Ils comprennent également les lignes directrices suivantes en matière de politique :*

### 1. Politique nationale en matière de large bande 2020 à 2024

Cette politique reconnaît les TIC comme des outils essentiels à la réalisation des objectifs du NDP et

le haut débit est reconnu comme un facilitateur clé pour la croissance et le progrès de l'ensemble du secteur des TIC, en particulier dans la création d'une société de l'information qui engendre une économie moderne revitalisée et transformée.

## STRATÉGIE NATIONALE DE CYBERSÉCURITÉ 2020 À 2024

Sa mission générale est de déterminer, d'identifier, d'analyser et de traiter les menaces immédiates de cybersécurité contre les personnes, les entités et les infrastructures nationales critiques de la Gambie. Cet objectif sera atteint en assurant une protection adéquate de nos infrastructures nationales critiques et, à terme, en faisant de la Gambie un pays autosuffisant en matière de cybersécurité.

La Gambie dispose désormais de sa propre équipe de sécurité informatique et de réponse aux incidents.<sup>30</sup>

### 3. Politique TIC4D

Les piliers de la déclaration de politique générale sur les TIC pour le développement sont les suivants ;

Pour faciliter le processus de transformation de la Gambie en une société et une économie principalement riche en informations et en connaissances, les domaines d'action prioritaires suivants, qui constituent les huit piliers de la politique, seront ciblés :

- Développement du capital humain
- Développement du gouvernement électronique
- Promouvoir l'éducation basée sur la technologie et le développement de la STI
- Développement et modernisation de l'agriculture
- Développement et autonomisation du secteur privé
- Promouvoir la fourniture et la prestation de services sociaux et communautaires fondés sur la technologie
- Développement et autonomisation des jeunes et des femmes
- Promouvoir un régime juridique et réglementaire neutre sur le plan technologique, avancé

<sup>29</sup> Annonce publique des documents nécessaires à la certification de naissance en masse et au régime national d'assurance maladie par le ministère de la Santé <https://twitter.com/MohGambia/status/155557196473511174>

● Développement de l'infrastructure TIC à large bande, accès et service universels (UAS), et capacités de cybersécurité.

### **Intelligence artificielle et technologies émergentes-**

Les stratégies (AI) sont inexistantes pour le moment, mais les discussions sont incluses dans notre stratégie globale de protection des données et de la vie privée, car le projet de politique s'applique également au «traitement des données à caractère personnel dans les secteurs privé et public, que ce soit par des moyens automatisés ou non, et indépendamment de la nationalité ou du lieu de résidence de la personne concernée».<sup>31</sup>

<sup>30</sup> The Gambia Computer Security and Incidence Respond Team (gmCSIRT), (consulté le 28th octobre 2022), de (<https://gmcsirt.gm/about/>).

<sup>31</sup> Aperçu de la protection des données en Gambie <https://www.dataguidance.com/notes/gambia-data-protection-overview>

# Conclusion et Recommandations

L'état des droits numériques en Gambie a parcouru un long chemin depuis 2017. Cependant les principaux revers que le pays rencontre encore sont le coût élevé de l'accès à internet ainsi que les problèmes de connectivité. Bien que de nombreux forums de discussions comme le Gambia National Internet Governance Forum aient soulevé des préoccupations croissantes au nom des citoyens, le problème reste toujours un défi. La question de la stratégie de mise en œuvre du gouvernement en termes de projet de loi sur la cybersécurité reste toujours discutable, avec plusieurs piratages ciblés de la Banque centrale, le plus récent ayant eu lieu en novembre 2022, et la question de la confidentialité et de la sécurité des données doit encore être renforcée. En outre, davantage d'initiatives sont nécessaires pour sensibiliser aux droits numériques dans le pays, en particulier la protection des femmes et des filles, principalement victimes de cyberintimidation et de harcèlement en ligne.

## GOVERNEMENT

Pour renforcer les droits numériques en Gambie, les recommandations suivantes devraient être adoptées par le gouvernement ;

- Mettre en place une politique d'accès universel pour répondre aux besoins des communautés marginalisées en termes d'accès à l'internet et d'accessibilité financière dans les zones rurales de la Gambie.
- Installer un deuxième câble sous-marin pour assurer une meilleure connectivité et faire en sorte que le coût de l'internet soit réduit afin de permettre un accès inclusif et de réduire la fracture numérique entre les communautés rurales et urbaines.
- Renforcer l'alphabétisation dans les établissements d'enseignement secondaire du premier et du deuxième cycle grâce à un plan de développement des programmes solide permettant d'évaluer et de mesurer les progrès et les capacités des élèves et des enseignants.
- Garantir une connectivité significative et l'accès à Internet dans les écoles publiques et les établissements d'enseignement supérieur ; recherche et développement de l'esprit d'entreprise au niveau de l'enseignement supérieur.
- Introduire une éducation à la culture numérique et renforcer la culture numérique au niveau tertiaire, notamment à l'université et dans les instituts de formation professionnelle.
- Il devrait y avoir plus de plaidoyer et d'engagement entre le gouvernement et les parties prenantes.
- Les secteurs public et privé devraient participer davantage au Forum national gambien sur la gouvernance de l'internet (IGF). L'initiative Youth Connekt doit être renforcée et l'accès et les opportunités doivent être ouverts aux jeunes des zones rurales de Gambie afin de promouvoir l'inclusion numérique et l'esprit d'entreprise.
- Pour promouvoir les droits numériques, les informations doivent être rendues accessibles dans les langues que les gens comprennent afin de favoriser un accès inclusif.
- Il devrait y avoir plus de collaboration entre la société civile, le secteur privé et le gouvernement pour améliorer l'esprit d'entreprise, l'emploi des jeunes et l'éducation.
- La croissance et le développement des start-ups et de l'esprit d'entreprise doivent être encouragés et renforcés par un financement significatif disponible pour les start-ups afin de favoriser l'autonomisation et le développement des jeunes.
- De plus en plus de femmes et de jeunes filles devraient être encouragées à s'engager dans des carrières ou des domaines technologiques afin de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes. Par la promotion de l'éducation STEM pour les filles, par le mentorat et le renforcement des capacités, principalement axés sur les jeunes filles et les femmes, alimentés par des femmes de premier plan dans les écosystèmes TIC et Internet de la Gambie, afin de garantir une plus grande participation des femmes dans les sciences et la gouvernance.



[www.paradigmhqhq.org](http://www.paradigmhqhq.org)

Droits d'auteur © 2023